

Compte-rendu du colloque « Quelles réponses face à la “théorie” du grand remplacement ? » (Assemblée nationale)

Une réflexion située sur la dialectique recherche – action politique

Julie Lavialle-Prélois

DANS **L'HOMME & LA SOCIÉTÉ** 2024/1 N° 220, PAGES 367 À 383

ÉDITIONS **ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE DE SYNTHÈSE EN SCIENCES HUMAINES (ARSSH)**

ISSN 0018-4306

DOI 10.3917/lhs.220.0367

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2024-1-page-367?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Association pour la Recherche de Synthèse en Sciences Humaines (ARSSH).

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Compte-rendu du colloque « Quelles réponses face à la “théorie” du grand remplacement ? » (Assemblée nationale)

Une réflexion située sur la dialectique
recherche – action politique

Julie LAVIALLE-PRÉLOIS
EHESS, CMH¹

L'initiative et l'organisation du colloque « Quelles réponses face à la “théorie” du grand remplacement ? », tenu dans la salle Victor Hugo de l'Assemblée nationale le vendredi 10 novembre 2023, ont été portées par la députée Génération.s du Val-de-Marne, Sophie Taillé-Polian³.

Sonnant « le coup d'envoi du travail [du groupe Écologiste] sur la loi Immigration », mais aussi « d'une volonté farouche » de « passer à l'offensive » face à la normalisation des discours xénophobes et des idées de l'extrême droite, ce colloque a été proposé comme un moment de réflexion collective réunissant des intervenants venus de différents milieux (médias, universitaire, associatif et politique).

La loi Immigration, et surtout les discours et débats qu'elle a suscités au Parlement, au Sénat et plus largement dans la société française ont témoigné

¹ Julie Laviaille-Prélois est doctorante à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), mention « Droit, études politiques et philosophie », et rattachée au Centre Maurice Halbwachs (CMH).

² L'enregistrement de l'événement est disponible sur YouTube à l'URL : https://www.youtube.com/watch?v=QnY34opl1hE&ab_channel=SophieTaill%C3%A9-Polian (consulté le 21/11/2024).

³ Membre du mouvement Génération.s, Sophie Taillé-Polian est élue députée du Val-de-Marne pour le groupe Écologiste – Nupes (Nouvelle union populaire écologique et sociale) en juin 2022. Elle est également la vice-présidente du groupe Écologiste à l'Assemblée nationale, chargée de l'intergroupe Nupes.

de la décomplexion du discours xénophobe. Le projet de loi, porté initialement par Les Républicains, s'appuyait sur la rhétorique traditionnelle de l'extrême droite et ces nouveaux étendards, telle que la théorie du « grand remplacement ». Si environ 40 % du texte a été censuré par le Conseil constitutionnel, il demeure que les glissements idéologiques qu'il a rendu manifestes questionnent légitimement notre avenir républicain dans un climat international de montée des nationaux-populismes.

À l'occasion de son discours introductif, le maire de Trappes, Ali Rabeh, est revenu sur la campagne de dépréciation dont il a été la cible. La ville de Trappes a en effet focalisé les imaginaires des publicistes de la théorie du « grand remplacement ». Qualifiée de « république islamique en miniature » par Jordan Bardella, elle a été visée par des « officines qui vendent le “grand remplacement” » comme le *Boulevard Voltaire*. Ces attaques, pourtant initiées par des acteurs identifiés à l'extrême droite, ont atteint d'autres bancs. Bruno Retailleau et Valérie Pécresse, en tant que présidente de la Région Île-de-France, ont demandé la destitution de monsieur Rabeh. L'élu raconte également comment des parlementaires de son propre clan politique se sont retirés d'un colloque en visioconférence, parce que sa présence n'était pas appréciée.

La formulation contemporaine du « grand remplacement » est initialement proposée par Renaud Camus dans son *Abécédaire de l'In-nocence* en 2010, puis dans un livre éponyme l'année suivante, *Le Grand Remplacement*. C'est par la publicité qu'en fera Éric Zemmour, à partir des années 2014-2015, que l'expression et les représentations sociales qu'elle véhicule se popularisent en France. Mais comme nous le verrons, ces idées, aujourd'hui passées hors les murs de l'extrême droite, s'inscrivent dans une histoire plus longue.

Les interventions mises en discussion dans la première partie de ce compte-rendu sont issues des deux premiers panels du colloque qui avaient pour objet la déconstruction de la théorie du « grand remplacement » et sa recontextualisation. Des intervenants issus des milieux journalistiques et universitaires ont été mobilisés sur ces questions.

Dans une seconde partie, nous reviendrons sur les solutions proposées pour lutter contre la diffusion de la théorie, mais aussi plus largement contre la banalisation de l'idéologie xénophobe de l'extrême droite. Suivant l'organisation de l'événement, ce rôle a été attribué aux intervenants

du troisième panel qui comptaient principalement des personnes issues des milieux associatif et politique.

Tout en soulignant la pertinence de l'événement, on s'intéressera à la place donnée à la parole scientifique dans cette réflexion collective et aux questions que celle-ci soulève pour penser plus largement la dialectique entre recherche en sciences sociales et action politique.

Pour lancer la discussion collective, la porte-parole du mouvement Génération.s et animatrice de l'événement, Capucine Edou, rappelle que l'idéologie du « grand remplacement » est aussi une idéologie qui tue. De nombreux attentats ont en effet été commis en son nom. On se souvient notamment de l'attentat meurtrier de Christchurch⁴ en mars 2019. Entrant en résonance avec ce rappel factuel, l'historienne Pauline Picco soulignera à l'occasion de son intervention qu'« il ne faut pas dissocier l'étude des discours [de celle] des actes »⁵.

Le « grand remplacement » : genèse et méthodes de diffusion

Si la formule du « grand remplacement », proposée par Renaud Camus en 2010, est passée hors les murs de l'extrême droite et a agrégé un ensemble de discours xénophobes et conservateurs, sa thèse et la majorité des représentations sociopolitiques qu'elle véhicule ne sont pas nouvelles.

Au début des années 1960, à la sortie de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre d'indépendance algérienne, les extrêmes droites sont très isolées politiquement. De jeunes militants d'extrême droite, comme Dominique Venner, mais aussi Alain de Benoist, participent à la redéfinition du combat nationaliste, porté à l'échelle européenne, voire occidentale. Inscrit dans le contexte des décolonisations, ce renouvellement idéologique s'ancre donc sur le fantasme que les populations des anciennes colonies seraient une menace pour une Europe blanche en déliquescence.

Le discours identitaire, redéfini par Dominique Venner et fondé sur l'opposition mortifère d'une Europe blanche à des populations non blanches, devient un mythe fédérateur au sein de l'extrême droite française, et plus

⁴ Le 19 mars 2019, Brenton Tarrant assassine cinquante et une personnes dans une mosquée néo-zélandaise à Christchurch. Le terroriste avait publié la veille un manifeste sur le forum 8chan intitulé : « *The Great Replacement* ».

⁵ Elle précise qu'elle reprend ici les mots de sa directrice de thèse, Michelle Zancarini-Fournel.

loin européenne. Le groupe Génération identitaire, aujourd'hui dissout, se revendiquait de cet héritage et ses anciens cadres grossissent aujourd'hui les rangs du parti Reconquête! d'Éric Zemmour. Au Rassemblement national, Jordan Bardella reprend tout à fait le discours du groupuscule et Marine Le Pen⁶, qui opère tout de même un certain nombre de glissements sémantiques dans son entreprise de dédiablement, continue de puiser dans cet héritage.

La théorie du « grand remplacement » s'inscrit dans le prolongement de ces discours et en propose une reformulation actualisée qui a su séduire au-dehors de l'extrême droite traditionnelle.

En mettant en scène le devenir mortifère d'une identité nationale réifiée et naturalisée, le discours politique de Renaud Camus prend la forme d'un scénario dystopique. Il est alors important de souligner la forte charge émotionnelle qui est attachée à ce type de discours et la fonction hautement injonctive de sa logique programmatique (appel à l'action ou à la mobilisation).

Le glissement sémantique opéré du terme de race vers celui de culture ou de civilisation, ce « vernis culturaliste » visant à rendre les conceptions racistes plus acceptables, craquèle rapidement dès lors que l'on s'intéresse aux projections statistiques proposées par les rhéteurs. Les arguments pseudoscientifiques qu'ils avancent reposent en effet sur le postulat que la différence culturelle est héréditaire, calquant ainsi leurs représentations sur celles du racisme biologique hiérarchisant.

La dénonciation du métissage formalisée par Dominique Venner et d'autres auteurs d'*Europe-Action* se retrouve également au cœur de la théorie de Renaud Camus. Ces acteurs parlent d'un « génocide lent » qui s'opérerait par le biais des femmes. Les représentations sociales alors mises en jeu sont, d'une part, celle de la femme à protéger et, d'autre part, la figure hypervirilisée du paria (qui fait écho à des stéréotypes de non-conformité aux normes conjugales). La convocation de ces figures stéréotypiques fait apparaître des considérations contradictoires, souvent mêlées au sein d'un même discours. Les théoriciens du « grand remplacement » se positionnent

⁶ Cette dernière avait immédiatement rendu hommage à Dominique Venner, ancien militant de l'Organisation armée secrète (OAS), après que celui-ci se soit donné la mort en 2013 devant le grand autel de Notre-Dame de Paris dans le but d'éveiller les consciences. Il laisse une lettre appelant à renforcer la lutte : « Je me donne la mort afin de réveiller les consciences assoupies. [...] Alors que je défends l'identité de tous les peuples chez eux, je m'insurge aussi contre le crime visant au remplacement de nos populations ».

en défenseurs d'une vision occidentale et moderne d'émancipation de la femme contre un islam rétrograde et portent, dans le même temps, un discours de réification des rôles genrés traditionnels. L'imbrication avec des problématiques ayant trait à d'autres rapports sociaux de domination légitime ainsi la constitution d'un système de sens conservateur.

Les acteurs qui promeuvent la théorie du « grand remplacement » proposent des discours aux nuances très larges qui apparaissent plus ou moins complotistes, plus ou moins explicitement racistes. Cette diversité de discours et de sensibilités suscite des adhésions elles-mêmes très variées : « il n'y a pas de profil sociologique type de l'adhérent à la théorie du "grand remplacement", [...] c'est bien la remise en cause des ordres sociaux traditionnels qui fait ciment à ces adhésions diverses » (propos de Julie Lavialle-Prélois lors du colloque).

La logique du bouc émissaire, instrumentalisée par les communicants d'extrême droite, fait ainsi écran à de véritables problématiques et à de réelles angoisses. Parmi elles : la crise de confiance en le politique et les sentiments de dépossession du pouvoir politique (qui font terreau aux thèses complotistes de manière générale), les sentiments de déclassement social, mais aussi le traitement de l'information qui doit apparaître spectaculaire⁷.

À partir des années 1970, ces idées ne se diffusent pas seulement par le biais du discours politique frontiste. Suivant les recommandations de Dominique Venner dans son *Pour une critique positive*⁸, Alain de Benoist crée le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) en 1969 qui donnera naissance à la Nouvelle Droite dix ans plus tard. Considérant que le combat politique ne pourrait être gagné par la voie des urnes, ses membres entreprennent de mener un combat intellectuel, « métapolitique ». La diffusion et la normalisation de leurs idées xénophobes vont alors passer par le biais d'un certain nombre de périodiques d'apparence pluraliste, dans lesquels des militants de la Nouvelle Droite se font engager (notamment au *Figaro Magazine*).

La journaliste Sarah Bos illustre la manière dont des représentations racistes ont été et sont encore diffusées par les médias, en présentant deux

⁷ Soit se déployer dans un registre émotionnel ; or, l'émotion empêche de penser.

⁸ Ce manifeste, écrit de manière anonyme en 1962, mais attribué par la suite à Dominique de Venner, est pensé sur le modèle du *Que faire ?* de Lénine et propose une redéfinition des lignes idéologiques et des principes militants d'une extrême droite alors déstructurée. Pour une édition en français, voir : *Pour une critique positive*, [1962] 1997.

Unes de périodiques, publiées à plus de trente ans d'intervalle. La première, parue dans le *Figaro Magazine* en 1985, est titrée « Serons-nous encore français dans trente ans ? ». L'image qui lui est associée montre une Marianne nue, mais voilée, charriant tout un imaginaire fantasmatique autour « la femme voilée ». La seconde est une Une du périodique *Marianne* datée de 2021 et dans laquelle les imaginaires du tsunami et de la submersion sont déployés⁹.

La journaliste souligne aussi l'important impact de l'image. Depuis quarante ans, la diffusion de ces idées à la Une de différents magazines apparaît d'autant plus problématique que les citoyens n'ont pas besoin d'acheter le produit pour y être confrontés.

Enfin, il apparaît essentiel de questionner le travail sémantique de qualification/disqualification opéré par les médias, le vocabulaire étant un instrument central de la transmission d'imaginaires discriminants. À titre d'exemple, un article de la presse locale (*Ouest-France*) daté d'août 2023 est titré : « En Bretagne, la réfugiée ukrainienne aide les migrants à ne plus avoir peur de l'eau ». Sont opposés ici une exilée blanche, méritant la qualification de « réfugiée », et des exilés non-Blancs (dis)qualifiés comme « migrants »¹⁰.

Ainsi, bien que ces biais ne soient pas toujours le produit d'un acte conscient de la part des journalistes, ils participent néanmoins à la création de figures de l'Autre, à la légitimation des frontières sociales, et ce, en s'inscrivant dans une logique marchande dans laquelle l'information doit être spectaculaire.

De plus, comme l'explique le journaliste Mathieu Molard, les militants d'extrême droite revendiquent l'emploi d'une stratégie « Greenpeace ». L'opération du col de l'Échelle ou le port de blousons jaunes dans les

⁹ Ainsi qu'il a été rappelé, il s'agit là d'une *fake news*. Durant ladite « crise migratoire » de 2015, la plupart des réfugiés syriens se déplacent dans les pays limitrophes (environ 80 %). Seuls 18 % des réfugiés syriens étaient alors demandeurs d'asile en Europe et plus de la moitié ont été accueillis en Allemagne, contre seulement 3 % en France.

¹⁰ En effet, s'« il sembl[ait] indécent d'appeler des ukrainiens des “migrants” étant donné [le] contexte de guerre, le même égard n'est pas accordé aux populations perçues comme non blanches » (Sarah Bos). Sur ce point, Marie-Christine Vergiat ajoute que les raisons qui amènent au départ sont de plus en plus mêlées et l'on ne saurait donc établir de catégories à partir de celles-ci. Elle met aussi en regard le fait, qu'en moyenne, les européens migrent davantage que d'autres populations, mais qu'ils sont en revanche gratifiés du statut d'« expatriés ».

métros de Lille¹¹ sont directement inspirés de ce modèle. Leur objectif est alors de renforcer leur visibilité en générant des symboles.

Pris dans une logique inverse, mais complémentaire, d'autres exemples mettent en exergue le surgissement des idées d'extrême droite dans des espaces identifiés pluralistes, tout comme le glissement du discours d'acteurs identifiés démocrates. Ces deux mouvements complémentaires renforcent ainsi considérablement la légitimité des idées d'extrême droite en leur apportant de fortes cautions symboliques.

Des auteurs marqués à gauche et considérés comme démocrates ont, par exemple, publié des articles dans la revue *Éléments*, créée par Alain de Benoist. Dans les années 1990, la remise en cause de l'antiracisme par un certain nombre d'acteurs participe également de cette normalisation des idées d'extrême droite. La revue des historiens Pierre Nora et Marcel Gauchet, *Le Débat*, contribue à la diffusion de la représentation d'une identité nationale menacée (notamment sous la plume de Paul Yonnet). En 1993, le philosophe et politologue Pierre-André Taguieff publie un article dans la revue *Esprit* : « Comment peut-on être antiraciste ? »¹². En réponse, un « appel à la vigilance » est lancé par quarante intellectuels¹³ et met alors en garde contre la banalisation de la pensée d'extrême droite : « l'antiracisme [étant considéré] comme à la fois “ringard” et dangereux ».

Suivant une même logique, l'idée qu'il existerait un racisme anti-Blancs, développée par Jean-Marie Le Pen en 1985, est reprise vingt ans plus tard dans un appel lancé contre les ratonades anti-Blancs¹⁴. Le débat sur l'existence d'un racisme anti-Blancs met en balance deux définitions du

¹¹ L'opération du col de l'Échelle est menée par une centaine de militants du groupe Génération identitaire en avril 2018. La matérialisation d'une « frontière symbolique » entre la France et l'Italie sur ce point de passage présumé a fait l'objet d'une couverture médiatique relativement importante et a donc permis de visibiliser le mouvement. En 2014, environ trente membres avaient également fait parler d'eux en portant des blousons jaunes floqués « Génération identitaire » dans le métro lillois et en se présentant comme une « patrouille anti-racailles ».

¹² Il entendait démontrer l'inconsistance de l'antiracisme à partir d'une démonstration sur l'inconsistance du racisme.

¹³ Quelques signataires : Henri Atlan, Marc Augé, Pierre Bourdieu, Jacques Derrida, Umberto Eco, Arlette Farge, Françoise Héritier, Maurice Olender, Léon Poliakov.

¹⁴ Le politologue Alain Policar souligne l'indécence de l'usage du terme « ratonade » et précise que ce texte avait notamment été publié par Alain Finkielkraut, Pierre-André Taguieff, Jacques Julliard et Bernard Kouchner. Rappelons ici qu'Alain Finkielkraut est aujourd'hui (et depuis le début des années 2000) un proche de Renaud Camus.

racisme : celle d'un phénomène individuel et celle d'un rapport social (les deux définitions n'étant d'ailleurs pas exclusives l'une de l'autre). En remettant en cause le principe institutionnel ou systémique du racisme, ces acteurs le confinent à une échelle individuelle et le font apparaître universel, voire naturel.

Lors de son intervention, le sociologue et politologue Alain Policar questionne également la nouvelle expression disqualifiante utilisée à l'encontre de ceux qui luttent contre les discriminations et qui prend la suite de la polémique sur le politiquement correct ou l'islamogauchisme : le wokisme. Il souligne que l'inconsistance du terme sert sa fonction disqualifiante, sa plasticité permettant de recouvrir un ensemble de discours, d'attitudes ou de comportements¹⁵.

Le politologue relève l'émergence récente de la formule d'« antiraciste racialiste » qui entend dénoncer une réification de la race par les antiracistes eux-mêmes.

Si ces processus complémentaires sont constitutifs d'une dynamique de légitimation des discours xénophobes, la diffusion actuelle de la thèse du « grand remplacement » à l'international contribue également au renforcement de sa légitimité.

Les idées d'extrême droite circulent effectivement tout au long du xx^e siècle, mais aussi dans un temps plus contemporain où les évolutions techniques, telles que particulièrement les réseaux sociaux, « permettent une diffusion massive et instantanée d'une documentation doctrinale qui alimente les extrêmes droites européennes et au-delà » (Pauline Picco).

L'ouvrage de Renaud Camus (2011) est devenu un best-seller aux États-Unis où des centaines d'exemplaires sont vendus et où il contribue à influencer une alt-right étatsunienne décomplexée depuis le mandat trumpiste¹⁶. Fort d'une première vague de diffusion outre-Atlantique, Renaud Camus propose une version anglophone de sa thèse en 2018, *You Will Not Replace Us!*. Il apparaît donc important de souligner qu'il existe un important enjeu de légitimation autour de ces circulations internationales : « il y a une mutualisation argumentaire, une légitimation des représentations sociales qui sont véhiculées et des modèles de société qui sont proposés » (Julie Lavialle-Prélois).

¹⁵ Voir : Alain Policar (2024).

¹⁶ Une alt-right étatsunienne qui influence également les extrême droites européennes.

Des solutions complémentaires ?

L'objectif de ce colloque était donc de mener une réflexion collective autour des solutions à opposer à la diffusion de la théorie du « grand remplacement », et finalement plus largement à la banalisation des idées de l'extrême droite dans le débat public. L'organisation des panels attribuait principalement ce rôle aux intervenants de la dernière partie. Néanmoins, les journalistes Mathieu Molard et Sarah Bos ont été invités à présenter des pistes sur le traitement médiatique et, lors de son intervention, l'historienne Carole Reynaud-Paligot a également proposé de « s'armer des sciences sociales » pour répondre à ces théories pseudoscientifiques qui réifient des conceptions racistes.

La chercheuse rappelle l'importance de l'historicisation pour comprendre et finalement pouvoir contrevenir à la propagation de cette idéologie.

Les racismes institutionnalisés se sont développés dans deux types de contexte : le contexte colonial et le contexte nationaliste. La légitimation de la domination dans le contexte colonial passe par une entreprise de dévalorisation de l'Autre afin de « justifier l'injustifiable ». Dans le cadre du nationalisme, ce rejet de l'Autre apparaît consubstantiel à la construction sociale mythique d'une identité propre à défendre. Elle favorise ainsi les logiques, « simplistes et donc faciles à diffuser », de bouc émissaire. Dans ces différentes configurations, ce sont bien des acteurs sociaux qui entrent en scène. Porter l'attention sur ces acteurs permet de saisir les enjeux politiques, économiques et sociaux qui sous-tendent ces dynamiques de discrimination de l'Un et de l'Autre.

Suivant une démarche rationaliste, Carole Reynaud-Paligot a rappelé un ensemble d'arguments qui peuvent être opposés aux discours xénophobes, tels que l'invalidité scientifique de la notion de « race humaine », l'universalité des dynamiques d'acculturation¹⁷, les processus de « bricolage identitaire » et les formes réelles de socialisation qui permettent de saisir la manière dont les identités sont vécues dans leur complémentarité¹⁸.

¹⁷ L'historienne renvoie notamment aux apports de l'anthropologie qui permettent de déconstruire les processus d'essentialisation.

¹⁸ Les études démontrent que l'ancrage culturel des « jeunes de banlieue » (particulièrement ciblés dans les discours du « grand remplacement ») se trouve dans leur culture partagée : « L'école opère un processus de socialisation qui redéfinit une nouvelle culture, populaire, [...] et c'est en fait le critère social qui marque une différence » (Carole Reynaud-Paligot). L'historienne rapporte également les conclusions de l'enquête

L'historienne déconstruit aussi l'idée que les membres de la société civile sont des récepteurs passifs manipulés par des élites. Elle rappelle ainsi le caractère central de la considération du citoyen comme un acteur politique.

Si de nombreuses études ont ensuite été mobilisées par les intervenants¹⁹, l'efficacité de la démonstration scientifique sur l'opinion publique a été remise en cause²⁰, ce qui ouvre un certain nombre de questions quant à la place « du chercheur », ou de la recherche, dans l'action politique.

Cette remise en cause a notamment été formulée à partir d'une étude de 2021 de l'Institut Convergences Migrations qui montre qu'un traitement négatif des migrations dans les médias conduit à une radicalisation des opinions, tandis qu'un traitement positif n'impacte pas significativement les positionnements. Il a donc été avancé que rappeler la réalité ne changerait pas la perception du phénomène de manière manifeste.

Or cette proposition apparaît problématique à plusieurs niveaux.

D'une part, elle pose, dans le cadre de ce colloque, la question de l'intérêt de convoquer des universitaires. Si la parole scientifique n'a pas d'impact, ne permet pas la déconstruction manifeste des stéréotypisations et des processus de domination en jeu, cette convocation n'apparaît-elle pas réduite à un rôle de caution symbolique²¹ ?

D'autre part, que nous dit cette remise en cause de la perception du citoyen par les intervenants politiques ? On sait effectivement que l'augmentation de la méfiance à l'égard des discours officiels complexifie la communication. On sait également l'appétence pour des discours simples, voire simplistes, face à l'inévidence de la déconstruction des rapports sociaux de domination traditionnels.

Trajectoires et Origines (TeO), menée par l'Institut national d'études démographiques (INED) sur plusieurs années, qui permettent de déconstruire ces « visions dystopiques de communautarisme et de repli identitaire ».

¹⁹ Notamment le livre de François Héran (2023).

²⁰ Sur ce point, Ali Rabeh cite Renaud Camus : « Vos laborantins du désastre prétendent prouver scientifiquement que ce je dis est faux. Mais c'est tout à fait impossible, parce que ce que je dis ne relève en aucune façon de la science, il suffit d'en croire ses yeux ». L'élus défend ainsi l'idée qu'« au moment de convaincre les masses, les foules, les arguments scientifiques, les théories, les calculs n'ont aucun poids[...] ; il faut proposer notre idée mobilisatrice, notre mythe mobilisateur ».

²¹ En l'occurrence traditionnelle puisque vidée de sa substance.

Néanmoins, se résoudre à ne plus expliquer et déconstruire les fausses représentations n'apparaît-il pas comme une déconsidération du rôle actif du citoyen ? La revalorisation de la parole politique ne passerait-elle pas justement par une revalorisation de la parole scientifique face à la spectacularité de l'émotionnel ?

La décrédibilisation du discours scientifique, par les accusations d'islamogauchisme ou de wokisme, renvoie à des terrains conservateurs depuis lesquels la compréhension des reconfigurations sociales contemporaines²² est insaisissable.

L'inaudibilité de la parole scientifique ne lui est pas intrinsèque, mais relève de ces décrédibilisations. Il semble alors nécessaire de penser la complémentarité des solutions, de faire de véritables ponts entre recherche et action politique pour proposer une approche raisonnée qui considère pleinement les citoyens dans leur rôle d'acteur. Rappelons ici que le complotisme est une forme de pensée critique et d'agir politique, au même titre que le populisme, et que ces derniers sont l'expression d'une perte de confiance et d'un sentiment de dépossession du pouvoir politique²³.

Si ce n'est pas en rappelant les faits, les intervenants ont néanmoins convenu qu'il faut agir sur les représentations sociales qui sont véhiculées. Carole Reynaud-Paligot souligne que les médias sont une instance de diffusion des stéréotypes et renvoie aux études sociologiques qui permettent de comprendre pourquoi les journalistes contribuent à la circulation des représentations stéréotypiques, parfois involontairement. La vice-présidente de la Ligue des droits de l'Homme, Marie-Christine Vergiat, a également insisté sur l'importance de « démonter la façon dont on construit l'opinion publique ». Le système médiatique est en effet un levier central de l'action politique. Il demeure qu'il est le lieu de différentes problématiques, ayant trait d'une part aux logiques marchandes qui régissent son fonctionnement, et d'autre part aux acteurs qui le produisent et qui peuvent se faire les relais de représentations biaisées.

Le journaliste Mathieu Molard livre ses observations sur cette question et identifie deux problématiques principales. D'une part, la tendance

²² Soit l'évolution des modes de subjectivation politique et les remises en cause des hiérarchies traditionnelles fondées sur les rapports sociaux de domination.

²³ Comme l'écrit Emmanuel Taïeb (2010 : 277) : « Le conspirationnisme apparaît alors comme une tentative de désignation du véritable pouvoir derrière le lieu vide du pouvoir démocratique ».

à préférer de « l'information *low cost* » en organisant davantage de *talks* que de documentaires (qui coûtent bien plus cher). Celle-ci apparaît inappropriée pour traiter de sujets à forte charge émotionnelle et pour lesquels les communicants de l'extrême droite savent proposer des messages clairs.

D'autre part, il rappelle qu'il est très important pour les acteurs médiatiques de ne pas tomber dans le piège d'un équilibre des temps de parole, qui se voudrait être une règle absolue au nom de l'objectivité. Il ne faut pas donner le même temps de parole à des acteurs qui dénoncent des dérives racistes et à ceux qui, au contraire, promeuvent et diffusent ces idéologies. Il souligne l'importance de l'enquête et de la mise à distance : « Je parle à l'extrême droite toutes les semaines, mais je ne leur tends pas un micro ».

La journaliste Sarah Bos, en tant que représentante de son association, l'Association des journalistes antiracistes et racisé·e·s (AJAR)²⁴, défend la déconstruction de biais largement partagés dans la profession. L'association mène des actions sur différents plans. Ses membres proposent un travail de critique médiatique en diffusant des décryptages sur les réseaux sociaux. Un kit est élaboré à destination des rédactions et propose des guides pour ceux qui s'intéressent à des sujets particulièrement propices aux discours racistes, tels que les questions migratoires, l'anti-tsiganisme ou le racisme anti-asiatiques. Les membres de l'association interviennent également dans les écoles de journalisme pour proposer des décryptages et sensibiliser les étudiants aux biais présents dans le traitement médiatique.

Sarah Bos pointe également les configurations sociales et structurelles dans les rédactions. Les personnes racisées apparaissent effectivement largement minoritaires dans les écoles de journalisme (une ou deux pour cinquante étudiants) et la même proportion se retrouve ensuite en rédaction. Cette non-mixité implique une méconnaissance des problématiques par les acteurs médiatiques.

Elle précise que les biais racistes sont présents dans tous les médias²⁵. La journaliste appelle donc les professionnels du secteur à faire leur auto-critique et à donner la parole aux personnes concernées, à les humaniser :

²⁴ Lancée officiellement en mars 2023, elle compte aujourd'hui plus de deux cents journalistes.

²⁵ Comme Mathieu Molard, elle pointe notamment les dérives de l'épisode de l'émission de France 2 *L'Événement* diffusé la veille du colloque (9 novembre 2023) et titré « Immigration : comment la maîtriser ? ».

« Quand est-ce que l'on a des journalistes qui interrogent des travailleurs sans-papiers ? Qui font le portrait de migrants par exemple ? ».

Cette importance de la visibilisation et de l'humanisation de l'Autre, qui participent de la déconstruction du rapport d'altérité antagoniste, se retrouve également dans les propositions avancées par la journaliste Julia Montfort et l'homme politique Pouria Amirshahi. Plus qu'une neutralisation, ils mettent en avant l'idée d'un reversement du stigmate et d'une valorisation de la diversité culturelle.

Julia Montfort nous raconte son expérience d'accueil d'un jeune homme tchadien, Abdelhaq, qui l'a amenée à construire un projet de sensibilisation et de pédagogie pour « raconter cette France qui accueille et qui tend la main » : les *Carnets de solidarité*²⁶.

Après avoir mis une annonce sur les réseaux sociaux qui a suscité de nombreuses réponses, elle a pu filmer une France qui accueille, mais qui manque d'objectivation, notamment chiffrée (il n'existe pas d'études statistiques pour la quantifier). Elle a pu aussi mettre au jour des trajectoires singulières de demandeurs d'asile qui arrivent en France et qui « se heurtent aujourd'hui à la pulsion de mur qui gagne notre pays, mais aussi l'Europe ».

La journaliste souhaite pouvoir parler de la migration en dehors du discours de crise et mettre en avant ce pouvoir de la rencontre, au-delà des discours de haine et de peur qui polluent les représentations. La websérie est notamment diffusée dans des établissements scolaires à la demande des enseignants.

Cette entreprise du rendre visible, du rendre sensible s'est heurtée à la haine, en ligne, de groupuscules d'extrême droite²⁷. Elle insiste sur ces importantes difficultés, souvent circonscrites à l'échelle individuelle. Celles-ci contribuent au processus de cristallisation des opinions et à l'invisibilisation des réalités sociales liées à la migration.

²⁶ Les *Carnets de solidarité* sont une websérie de dix épisodes disponibles sur YouTube. Lien vers le premier épisode : <https://www.youtube.com/watch?v=UNPMYcnS22A> (consulté le 22/11/2024).

²⁷ Julia Montfort a été victime de deux raids numériques. Un raid numérique est une action coordonnée qui constitue un acte de cyberharcèlement (ou « harcèlement commis en meute »). Les deux plaintes qu'elle a déposées n'ont pas abouties. En tant que journaliste indépendante, Julia Montfort n'a pu bénéficier d'aucun soutien financier ou juridique.

Benoît Hamon²⁸ rappelle que seulement 12 % des personnes réfugiées en France ont un contact avec un citoyen local qui n'a pas été payé pour les rencontrer. La rencontre et son pouvoir, racontés par Julia Montfort, sont ainsi malheureusement bridés par les faibles opportunités qui se présentent. On voit bien comment ces deux dimensions, les stéréotypes négatifs entretenus par des discours anxiogènes et les faibles opportunités de rencontre, se renforcent mutuellement en un système de causalité circulaire.

Pouria Amirshahi propose une autre manière de renverser le stigmate. Le directeur de Multitude, la Biennale interculturelle en Seine-Saint-Denis, revient sur la genèse et l'ambition de l'événement culturel qu'il organise. Le département est très particulièrement ciblé par les théoriciens du « grand remplacement » en ce qu'il en serait un laboratoire exemplaire. L'ancien député propose ainsi d'assumer la qualité de ce territoire comme un lieu multiculturel, riche de la diversité qu'il accueille, au lieu de s'en défendre. Il replace ainsi au *centre* le caractère éminemment moderne des *banlieues* comme des lieux partout semblables, qui portent un imaginaire d'universalité. Les grandes transformations urbaines qui traversent tous les territoires font en effet de toutes les banlieues des espaces où les identités culturelles se rencontrent et se mélangent²⁹.

Pour donner à voir cette modernité, Pouria Amirshahi a souhaité travailler avec des acteurs culturels, mais aussi avec des habitants, afin de proposer une programmation dans laquelle ces derniers ont pu projeter leur propre imaginaire. Le projet de Multitude est ainsi de construire un événement au travers des pratiques culturelles, sans se limiter aux disciplines artistiques³⁰.

²⁸ En qualité de directeur de l'association Singa, Benoît Hamon fait la promotion du dispositif jaccueille.fr, un programme d'accueil de longue durée mis en place dans une dizaine de villes françaises.

²⁹ Ainsi que le souligne Marie-Christine Vergiat, en moyenne, plus d'une centaine de langues sont parlées dans chaque commune de Seine-Saint-Denis. Pouria Amirshahi souligne aussi la valeur culturelle du langage argotique qui s'immisce depuis les banlieues vers les villes-centres. De ces différents constats est né un autre projet, celui du campus francophone en Seine-Saint-Denis.

³⁰ Les pratiques sportives de rue, comme le foot de rue, sont placées au même niveau que le théâtre. La première édition, en 2023, a mis à l'honneur un parcours photographique et un parcours de cinéma dans tout le département, la coupe du monde des quartiers, de la danse ou encore des fanfares orchestrales. Ainsi que le rappelle l'ex-député : « cette politique du sensible c'est aussi la cuisine par exemple, [...], être en bas de sa cité et palabrer jusqu'à 1 h c'est de la culture, c'est une pratique culturelle ».

Ces différentes entreprises de déconstruction et de visibilisation placent au centre le discours et les représentations sociales qui sont véhiculées. Finalement, elles entrent en apparente contradiction avec l'idée selon laquelle « rappeler les faits ne fait pas bouger l'opinion publique ». En cherchant du côté de la complémentarité de ces propositions, ainsi qu'était l'ambition affichée de cet événement, peut-être que ces pistes convergentes permettraient de revaloriser, d'une part, le discours officiel et, d'autre part, le citoyen comme acteur politique (et non comme simple réceptacle passif).

Les leviers institutionnels, aux niveaux étatique et interétatique, sont également identifiés comme centraux pour lutter contre la normalisation de logiques xénophobes dans les politiques et les discours. Leur efficacité apparaît cependant toute relative, étant donné qu'ils dépendent d'une volonté politique qui se déploie aujourd'hui dans une direction opposée.

En effet, ainsi que le souligne Marie-Christine Vergiat : « en appliquant tout simplement les conventions internationales des droits de l'Homme, la plupart des personnes qui sont sur le territoire seraient déjà régularisées »³¹.

Benoît Hamon rappelle aussi que « des savoir-faire existent ». Dans le cadre de la crise ukrainienne, une action coordonnée a été diligentée par l'État. Il apparaît alors paradoxal (ou inquiétant) qu'un tel investissement politique n'ait été jugé nécessaire qu'exclusivement dans ce contexte (soit pour une population blanche et européenne). Cette dissonance amplifie évidemment l'écho des discours xénophobes en leur apportant une forte caution symbolique.

Enfin, une proposition qui a été présentée comme centrale, portée par les intervenants issus du milieu politique³², est celle du renforcement des services publics.

La théorie du « grand remplacement » met en scène la menace que ferait peser la « pression migratoire » sur notre identité collective et nos modes de vie. À partir des éléments soulignés en première partie, Benoît Hamon rappelle qu'il est essentiel de prendre au sérieux ces angoisses et que l'influence grandissante de l'extrême droite, qui manipule ces inquiétudes,

³¹ La militante insiste sur le respect des conventions internationales, comme par exemple la Convention relative aux droits de l'enfant (un enfant sur deux est déminorisé) ou la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (qui sont l'objet de violences avant, pendant et après leur trajet).

³² Cette ligne a été défendue par Benjamin Lucas, Sophie Taillé-Polian, Ali Rabeh et Benoît Hamon.

ne se mesure pas seulement par le biais de sondages plus ou moins pertinents, mais dans les urnes³³. Les intervenants politiques ont alors proposé d'agir sur ces perceptions de modes de vie en déliquescence en renforçant les repères qui les fondent, soit le service public (un haut niveau de protection sociale, un rapport humain aux commerces, etc.). Ainsi que le suggère l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)³⁴, ce haut niveau de service public peut être maintenu en faisant de la migration « une solution pour lutter contre les déserts médicaux, la disparition des écoles ou encore des commerces de proximité ».

S'il apparaît effectivement essentiel de penser des solutions institutionnelles, il est aussi fondamental de penser des moyens de vulgariser, de rendre l'information visible et accessible. Et cette approche fait valoir la considération du citoyen en sa qualité d'acteur politique. Rappelons que l'adhésion aux thèses complotistes est directement liée à ce sentiment de dépossession du pouvoir et à la perte de confiance en les institutions et les gouvernants.

Les différentes propositions apparaissent pertinentes et complémentaires. Tout en saluant l'initiative et les participations, il apparaît également important de considérer la recherche, et le discours scientifique, en tant que solutions à part entière, et de ne pas les évacuer sous prétexte de leur inaudibilité. Tous les intervenants ont appuyé leurs arguments sur des données issues de la recherche et cette parole permet de lutter contre la désinformation qui soutient la montée des nationaux-populismes et de la xénophobie.

La banalisation des idées d'extrême droite et la délégitimation du discours antiraciste, scientifique et politique se renforcent mutuellement. Réaffirmer une parole politique forte face aux dérives xénophobes et revaloriser la parole scientifique sont donc à penser dans leur complémentarité.

S'inscrivant dans la continuité des discours autour de la loi Immigration, la teneur des débats en vue des élections européennes sur ce sujet continue

³³ Il cite le concept de « migrants immobiles » développé par Bruno Latour en référence aux français qui ressentent une réelle perte de leurs repères : « Les Gilets jaunes sont des migrants de l'intérieur quittés par leur pays ».

³⁴ Marie-Christine Vergiat avait également souligné l'importance de l'argument économique. L'OCDE démontre que l'immigration rapporte plus qu'elle ne coûte : les personnes qui arrivent ont déjà fait pour la majorité leurs études, elles sont également plus jeunes que la moyenne de la population française et permettent ainsi d'alléger le système des retraites, elles participent à l'économie nationale en payant des cotisations, ainsi que leurs impôts.

de rendre ces discussions pleinement actuelles et de poser la question de la dialectique entre recherche en sciences sociales et action politique.

Références bibliographiques

CAMUS Renaud, 2010. *Abécédaire de l'In-nocence*, Neuilly-sur-Seine, David Reinharc.

CAMUS Renaud, 2011. *Le Grand Remplacement*, Paris, David Reinharc.

CAMUS Renaud, 2018. *You Will Not Replace Us!*, Plieux, Chez l'auteur.

HÉRAN François, 2023. *Immigration. Le grand déni*, Paris, Éditions du Seuil (La République des idées).

POLICAR Alain, 2024. *Le wokisme n'existe pas. La fabrication d'un mythe*, Bordeaux, Le Bord de l'eau.

Pour une critique positive. Écrit par un militant pour des militants, [1962] 1997. Nantes, Ars Magna.

TAGUIEFF Pierre-André, 1993. « Comment peut-on être antiraciste ? », *Esprit*, 190 (3-4), p. 36-48, <https://www.jstor.org/stable/24276504> (consulté le 22/11/2024).

TAÏEB Emmanuel, 2010. « Logiques politiques du conspirationnisme », *Sociologie et sociétés*, 42(2), p. 265-289, <https://doi.org/10.7202/045364ar>